

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France

Nanterre, le

Unité territoriale des Hauts-de-Seine

INSTALLATIONS CLASSÉES

Affaire suivie par : D.PALACIOS

mél : damien.palacios@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 01 56 38 02 74 – Fax : 01 46 95 15 01

S3IC :65-17507

Dossier n° 2014/0040

Objet :

Rapport de présentation au CODERST d'un
projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Exploitant concerné :

SERRE ET ANDRIEU

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	SERRE ET ANDRIEU
Adresse du site	33, route du bassin n°6, 92330 GENNEVILLIERS
Activité	Transit et traitement mécanique de ferrailles et de matériaux non dangereux inertes issus d'opération de démolition
Régime	A
Rubriques	Autorisation : 2710-1a, 2712-2b, 2713-1, 2718-1, 2791-1 Enregistrement : 2712-1b Déclaration : 4725-2, 1435-3, 2710-2, 2711-2, 2714-2
Nombre de salariés	8

1 PRÉSENTATION DU DOSSIER

La société SERRE & ANDRIEU a été fondée en 1924 avec comme activité principale le traitement des produits métalliques par oxycoupage. En 1985, la société s'installe sur le site du Port de Gennevilliers, au 25 route du bassin n°6 et y concentre ses activités jusqu'alors réparties sur trois sites d'exploitation.

Le site actuellement exploité par SERRE & ANDRIEU au 25 route du bassin n°6 étant situé dans le périmètre du PPRT des dépôts pétroliers SOGEP et TRAPIL, des discussions ont été menées avec le concessionnaire du port et les autorités pour déménager les activités sur un nouveau terrain situé en dehors des zones d'aléas.

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter le nouveau site, situé au 33 route du bassin n°6, a été signé le 09/03/2016.

2 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'arrêté préfectoral du 09/03/2016 contient une incohérence.

En effet, il est indiqué dans l'arrêté que le site peut accueillir des carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) ayant été préalablement dépolluées par un centre VHU agréé.

Or, les centres VHU ne sont pas autorisés à expédier des VHU vers ce site, même dépollués. En effet, l'article R. 543-164 du code de l'environnement impose aux centres VHU agréés de « ne remettre les véhicules hors d'usage traités qu'aux broyeurs agréés ou, sous leur responsabilité, à d'autres centres VHU agréés » (alinéa 4 a). Par conséquent les carcasses ne peuvent pas sortir du circuit des sites agréés (centres et broyeurs).

Il apparaît donc nécessaire de prendre un arrêté préfectoral complémentaire afin de corriger ce point.

3 PROPOSITION DE L'INSPECTION

L'inspection propose de prendre un arrêté préfectoral complémentaire afin de modifier les articles 1.2.1, 1.2.3 et 8.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2016-33 du 09/03/2016.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire doit être soumis à l'avis des membres du CODERST.

PJ : proposition d'arrêté préfectoral complémentaire

Rédacteur
L'inspecteur de
l'environnement

Vérificateur
La coordinatrice de la Cellule
Risques Chroniques

Approbateur
Pour le Directeur régional, et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale,

Damien PALACIOS

Mélanie DUCOURET

Claire TRONEL

ANNEXE 1 : PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Article 1

La mention suivante est retirée de l'article 1.2.1 de l'arrêté n° 2016-33 du 09/03/2016 :

« - Recyclage des carcasses ou des pièces VHU (véhicules particuliers et camionnettes) préalablement dépollués en centre VHU »

Article 2

Dans l'article 1.2.3 de l'arrêté n° 2016-33 du 09/03/2016, la mention suivante dans la liste des déchets non acceptés :

« - véhicules hors d'usage de type véhicule particulier ou camionnette de PTAC inférieur à 3,5 t n'ayant pas été préalablement dépollués sur un centre VHU agréé »

est remplacée par :

« - véhicules hors d'usage de type véhicule particulier ou camionnette de PTAC inférieur à 3,5 t »

Article 3

Dans l'article 8.2.1 de l'arrêté n° 2016-33 du 09/03/2016, la mention suivante :

« Les carcasses ou pièces issues de VHU préalablement dépollués en centre VHU sont également admises, et ne relèvent pas de la rubrique 2712. »

est remplacée par :

« Les pièces issues de VHU préalablement dépollués en centre VHU sont également admises, et ne relèvent pas de la rubrique 2712. »

ANNEXE 2 : PLAN

